



Du Vietnam aux Caraïbes

Marc Heurgon

On peut maintenant dresser le constat d'échec de la première décolonisation. Que sont-ils devenus les grands espoirs des années 60, lorsque derrière les combats de libération nationale, on croyait déceler la promesse de changements plus profonds et de révolutions réelles ? Très vite, il fallut déchanter. Le gouvernement des Etats-Unis prit le relais des vieilles puissances coloniales; il sut s'adapter à la situation nouvelle et trouver dans les bourgeoisies nationales les complicités utiles; il put gagner le temps nécessaire sans abandonner ses moyens de domination essentiels. La rupture survenue au sein du mouvement communiste international, le heurt des intérêts d'Etat camouflés par le débat idéologique, laissèrent le champ libre aux Etats-Unis et leur permirent d'acquérir une influence prépondérante. Dès lors, les accords de coexistence pacifique ne pouvaient être que des compromis entre blocs rivaux, établis sur le dos des peuples du tiers monde : chacun d'eux marqua un recul des

possibilités révolutionnaires.

On en vint à baptiser progressisme ce qui n'était qu'exaltation nationaliste. Du général français au colonel algérien, chacun trouva commode de chercher dans un anti-américanisme de tribune les dérivatifs aux échecs d'une politique intérieure réactionnaire et oppressive. Quand on en arriva à voir dans le général de Gaulle un des leaders de l'affranchissement du tiers monde, il fut clair que nul obstacle sérieux n'existait plus qui puisse empêcher la contre-offensive impérialiste. Déjà, d'ailleurs, on préparait un peu partout les dociles équipes américaines de rechange, qu'elles se nomment Lecanuet, s'appuient sur Bourguiba ou entourent Saragat.

Avec une rigueur implacable, la puissance américaine développa son offensive en ne trouvant devant elle que des adversaires divisés et privés de tout ressort. La liquidation de l'héritage de Nehru en Union indienne, la succession des coups d'Etat africains, la contre-

révolution sanglante en Indonésie et puis, le mouvement s'accélérait, le putsch militaire de Grèce, l'offensive contre les régimes progressistes de Syrie et d'Égypte, marquèrent au printemps dernier les avancées ultimes des États-Unis. On peut n'avoir pas apprécié les méthodes d'un N'Krummah et juger que sa chute a renforcé le camp américain; on peut, sans prendre M. Papandréou pour un leader révolutionnaire, constater que les colonels qui lui ont succédé marquent un renforcement de l'emprise américaine sur la Grèce. On sait de la même manière que tout affaiblissement du régime de Nasser ou du pouvoir du Baas régional syrien ne pourrait, à l'heure actuelle, se traduire que par l'arrivée au pouvoir d'équipes totalement dans la main de Washington.

Devant cette attaque généralisée, la réaction ne vint au premier chef ni des forces socialistes dans les pays économiquement avancés, ni des forces progressistes dans les pays du tiers monde. C'est à Hanoï et dans les maquis du Sud-Vietnam, sous les bombes et sous le napalm, qu'un petit nombre d'hommes, par leur indomptable courage, par leur refus de tout compromis, tinrent en échec la plus grande puissance économique et militaire du globe. Du même coup, ce sont les Vietnamiens qui ont rendu possible le renversement de situation qui permet aujourd'hui d'envisager une contre-offensive généralisée.

Rien n'était plus vrai que l'affirmation suivant laquelle ce n'était pas seulement le sort des Vietnamiens qui se jouait dans le Sud-Est asiatique, mais les possibilités d'une nouvelle offensive socialiste à l'échelle du monde entier. Et pourtant, combien ont pensé qu'il s'agissait d'une affirmation romantique, tout juste satisfaisante pour intellectuels en mal de fuite en avant ! Rien n'était plus important pour la construction d'un courant socialiste mondial, affranchi de toute allégeance à l'égard des blocs militaires, que cette démonstration qui a été apportée qu'il était désormais possible à un peuple héroïque et résolu de tenir en échec l'un des blocs sans céder aux conseils de modération de l'autre et en ne fixant ses objectifs et ses méthodes de lutte qu'en fonction de sa propre situation.

Ainsi, le visage du patriote vietnamien s'est peu à peu imposé comme le modèle qui soutient le courage du combattant révolutionnaire en Angola ou en Bolivie. On fait en 1967 le pèlerinage de Hanoï comme on faisait celui de Moscou en 1919. Il n'est pas certain que sans le Vietnam, la conférence de l'O.L.A.S. se serait

réunie; il est sûr que les débats et résolutions de La Havane n'auraient eu ni la même importance ni la même portée.

*
* *

Un changement considérable s'est opéré durant l'été ; c'est désormais au profit des forces anti-impérialistes que joue la dynamique qui rassemble les énergies. C'est le camp américain qui ressent de plus en plus les tentations de l'isolement ; c'est chez lui que se produisent, jour après jour, les abandons qui annoncent la défaite. On prend de mieux en mieux conscience qu'à la stratégie globale et planétaire des États-Unis, il n'est possible d'opposer qu'une stratégie alternative, également globale et mondiale. Personne ne peut plus aujourd'hui accrocher au seul Vietnam les mots d'ordre de lutte, encore moins motiver sa condamnation de l'agression américaine par des considérations purement humanitaires et localisées.

Il est également essentiel que ce rassemblement des forces progressistes s'opère désormais selon des critères parfaitement clairs qui tiennent compte de la véritable nature de l'entreprise impérialiste. Quel progrès accompli depuis le rassemblement équivoque de Bandoung fondé sur le caractère quasi messianique des peuples du tiers monde comme acteurs privilégiés de la révolution mondiale ! C'est Castro qui remet en cause la fameuse thèse relative au rôle des bourgeoisies nationales, « schéma absurde dans les conditions de ce continent ; combien de papier, combien de phrases, combien de bavardages, dans l'attente d'une bourgeoisie libérale, progressiste, anti-impérialiste ! ».

C'est le même Castro qui accueille Carmichael comme « le dirigeant du secteur le plus exploité et le plus opprimé des États-Unis » et qui exalte « le rapprochement entre le mouvement révolutionnaire d'Amérique latine et le mouvement révolutionnaire des États-Unis... avant-garde d'une lutte qui sera un jour appelée à libérer toute la société américaine ». A un degré moindre, c'est le même débat qui a rendu passionnante la rencontre de Bologne lorsqu'il a été affirmé que le critère de notre rassemblement devait se fonder sur la lutte des classes, réunir les socialistes des deux rives de la Méditerranée et donner ainsi à la lutte anti-impérialiste ses véritables dimensions.

*
* *

Mais qui dit rassemblement ne dit en aucun cas uniformité, soumission des luttes à un modèle préétabli et général qui ne tiendrait pas compte de situations éminemment différentes. Rien n'est plus faux que de considérer la conférence de l'O.L.A.S. comme un appel à un alignement des stratégies sur le modèle de l'Amérique latine. Rien n'est plus bête que de répondre à cet appel par un garde-à-vous admiratif et inconditionnel, que de vouloir s'ériger en petits Guevara de la banlieue parisienne et faire de la lutte armée la solution adaptée à la situation européenne. C'est encore au discours de Castro qu'il faut revenir : « Quiconque affecte d'être marxiste se croit presque dans l'obligation d'aller chercher la copie de tel ou tel manifeste. » Il faut laisser en arrière « les positions sectaires de tout genre et les positions de ceux qui croient qu'ils détiennent le monopole de la révolution... Nous n'acceptons plus aucune sorte de vérité évidente... Nous ne nous croyons pas les maîtres, nous ne nous croyons pas les traceurs de normes... Personne ne serait sectaire et dogmatique au point de dire qu'on devra prendre demain un fusil dans tous les endroits. » Rarement avait été affirmée avec une telle netteté la double exigence d'un vaste mouvement anti-impérialiste qui réside d'une part dans le rassemblement de tous ceux qui veulent mener la lutte et qui donc sont solidaires les uns des autres et d'autre part dans l'autonomie de ces luttes en fonction de situations différentes et de la recherche de voies particulières vers le socialisme.

*
* *

Pour nous, militants socialistes d'Europe occidentale, il est bien évident que notre participation à la lutte commune implique d'abord une solidarité absolue avec nos camarades qui, au Vietnam, en Afrique ou en Amérique, sont l'objet d'une agression de forme militaire. Ils sont seuls qualifiés pour déterminer les formes de leur action, les objectifs qu'ils croient pouvoir atteindre, les sacrifices qu'ils estiment devoir consentir. Nous n'avons par définition aucun conseil à leur donner ; la

décision leur appartient souverainement. Nous la faisons nôtre, un point c'est tout.

C'est cette solidarité que les E.S.U. affirmeront le 17 octobre dans ce meeting de la Mutualité où les premiers ils proclameront l'unité du combat anti-impérialiste. C'est toujours cette solidarité globale que, particulièrement dans la région parisienne, à l'occasion du 21 octobre, les militants et sympathisants du P.S.U. affirmeront aux côtés de toutes les organisations qui luttent contre l'agression américaine au Vietnam.

Mais nous ne pouvons nous cantonner dans un rôle de spectateurs admiratif ou de propagandistes bienveillants du combat que mènent les autres. A notre place, en fonction de la situation qui est la nôtre, nous avons l'impérieux devoir de porter les coups les plus rudes à l'adversaire commun.

Les gouvernements d'Europe occidentale vivent encore aujourd'hui dans le cadre du Pacte atlantique ; la France elle-même, si elle a quitté l'O.T.A.N., reste liée à l'alliance. Les mois prochains vont donner au problème de son renouvellement une importance particulière ; personne ne comprendrait que les forces qui se disent solidaires du combat anti-impérialiste n'unissent pas tous leurs efforts pour exiger le non-renouvellement de l'alliance, pour affirmer qu'en aucun cas elles ne se sentiront liées par les engagements que prendraient à leur place ceux qui se feraient les complices directs des agresseurs.

Le V^e Congrès du P.S.U. a fixé cet objectif comme essentiel pour le Parti ; la conférence de Bologne a permis de poser les premiers jalons d'une coordination des luttes menées sur ce terrain par l'ensemble des forces socialistes de gauche. Le Bureau national du P.S.U. vient de proposer à ses partenaires européens de se retrouver à Paris dans le courant du mois de novembre afin de mettre au point les formes définitives de la campagne qui, dans les différents pays d'Europe occidentale, permettra de donner une forme concrète à notre combat commun. □